



LAMPAUL-GUIMILIAU

COMMUNE DE LAMPAUL-GUIMILIAU

29400

MARCHE de PRESTATIONS de SERVICES d'ASSURANCES

4 ans
du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2020
résiliable annuellement au terme de la durée
de l'engagement ferme

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES **C.C.T.P.**

LOT 2 **RESPONSABILITE CIVILE & Risques annexes**

Les clauses particulières ci-dessous, acceptées ou modifiées avec les réserves correspondantes, feront partie intégrante du contrat à établir et primeront toute autre clause de celui-ci.

NOTE PREALABLE

Le présent cahier des clauses techniques particulières est un cadre fixant les principaux besoins de la Collectivité en matière de garanties d'assurances.

Les organismes d'assurances et les intermédiaires agents généraux et courtiers faisant des offres doivent en accepter l'essentiel, mais peuvent s'en écarter sur un ou plusieurs points.

L'existence du présent document ne délivre pas les intermédiaires agents généraux et courtiers de leur devoir de conseil vis à vis de la Collectivité, les organismes d'assurance faisant des offres directement ayant un devoir de conseil équivalent à celui des intermédiaires d'assurance.

Ils peuvent donc proposer, en fonction de leurs compétences et expérience, toute variante tendant à améliorer la couverture globale et le fonctionnement ou la gestion du contrat d'assurances ou de partie de celui-ci.

1. CLAUSES GENERALES

On entend par :

- 1.1. Souscripteur : Commune de LAMPAUL-GUIMILIAU - 29400
- 1.2. Assuré: le souscripteur, le CCAS, la caisse des écoles, toute entité juridique à eux rattachée, toute personne avec laquelle le souscripteur et les autres entités assurées ont passé des conventions ou sont liées à elles du fait de leurs statuts ou fonctions, leurs élus, leurs agents, les personnes qui les représentent, celles placées sous leur autorité ou leur garde ou agissant pour leur compte, les personnes pour le compte desquelles elles agissent, et notamment les requis et bénévoles.
- 1.3 Tiers : toute personne autre que l'assuré, étant précisé que les personnes citées comme assurées ont la qualité de tiers au titre du présent contrat, et sont donc tierces entre elles, ainsi qu'à l'égard de la Collectivité.
- 1.4. Territorialité des garanties : Sur le territoire du souscripteur comme en tout lieu, partout où besoin est.
- 1.5. Dommage corporel : toute atteinte corporelle ou physique subie par une personne physique et les préjudices qui en découlent.
- 1.6. Dommage matériel : toute détérioration, destruction, atteinte à l'intégrité d'une chose ou substance, ainsi que toute atteinte physique à des animaux ; le vol sera considéré comme un dommage matériel.
- 1.7. Dommage immatériel : tout dommage autre que corporel ou matériel et notamment tout préjudice financier résultant de la privation d'un droit, d'une jouissance, de l'interruption d'un service rendu, de la perte d'un bénéfice.
- 1.8. Sinistre : toute réclamation amiable ou judiciaire formulée contre l'un quelconque des assurés, étant précisé que l'ensemble des réclamations se rattachant à un même fait générateur ou ayant une même cause technique initiale constituera, quelle que soit sa date de survenance, un seul et même sinistre.

1.9. Activités garanties : toutes les activités du souscripteur sont garanties, sans exception ni réserve, qu'il s'agisse des activités d'administration, de gestion ou d'entretien, comme des activités et services annexes, y compris celles ayant un caractère industriel et commercial, les activités associatives culturelles ou de loisirs, le tout sans exception ni réserve, et sans qu'il soit nécessaire d'en faire une description exhaustive. Des conventions passées avec tout tiers pour l'exercice de ces activités peuvent comporter des renonciations à recours, des transferts de responsabilité et des obligations exorbitantes du droit commun.

1.10. Durée de la garantie : la garantie s'applique à l'ensemble des sinistres survenant pendant la validité du contrat, quelle que soit la date du fait générateur. Il est convenu que pour les dommages survenus pendant la période de validité de la police et qui n'auraient pas été connus avant la date de résiliation de celle-ci, la garantie reste acquise pour les réclamations qui en résulteraient après la date de résiliation.

1.11. Forme : « Tous risques sauf » impérative.

1.12. Objet de la garantie : Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité de l'assuré, lorsque cette responsabilité est engagée du fait de ses activités en vertu de toute source de droit applicable, à titre délictuel, quasi-délictuel, à titre contractuel ou quasi-contractuel.

2. CLAUSES PARTICULIERES

Il est convenu que :

- 2.1. l'assureur renonce à toute déchéance pour déclaration tardive,
- 2.2. l'assureur renonce à toute déchéance ou diminution des garanties du fait d'une non dénomination, non description des risques à assurer,
- 2.3. l'assureur dispense l'assuré de déclarer tout sinistre dont il ne demanderait pas l'indemnisation,
- 2.4. les garanties du contrat sont étendues aux dépenses non budgétées que l'assuré doit engager pour limiter les conséquences pécuniaires de sa responsabilité,
- 2.5. l'assureur a un délai de trois semaines après la déclaration d'un sinistre pour invoquer une non-garantie ou une exclusion, passé ce délai le sinistre déclaré sera automatiquement considéré comme assuré,
- 2.6. il appartient à l'assureur de prouver que sa garantie n'est pas acquise en prouvant qu'une exclusion précise peut être mise en jeu
- 2.7. les assureurs renoncent à tout recours envers les personnes physiques ou morales envers qui l'assuré aura lui-même renoncé à recours,
- 2.8. la garantie du contrat est notamment étendue aux responsabilités que le souscripteur pourrait encourir à la suite d'un préjudice causé à un tiers par une association subventionnée, dans le cas où le contrat d'assurance de celle-ci se révélerait insuffisant ou inopérant pour quelque cause que ce soit,
- 2.9. les garanties du contrat sont étendues aux frais de défense civile et pénale et de recours,
- 2.10. la responsabilité de l'assuré en tant que maître d'ouvrage est garantie pour les seuls événements survenant avant réception,
- 2.11. les garanties du contrat sont notamment étendues aux dommages :
 - 2.11.1. aux véhicules réquisitionnés, aux véhicules conduits en fourrière, aux véhicules déplacés pour les besoins du service, aux véhicules du personnel lorsqu'ils sont garés sur les emplacements prévus à cet effet,
 - 2.11.2. subis par les biens et effets personnels des agents, visiteurs et bénévoles lorsque ceux-ci se trouvent dans l'enceinte des bâtiments dont le souscripteur a l'usage à quelque titre que ce soit, ou durant l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la Collectivité,
 - 2.11.3. occasionné à l'environnement qu'il s'agisse de pollution accidentelle ou graduelle avec extension aux frais et mesures de sauvegarde et de prévention, permettant d'éviter la survenance d'un sinistre ou d'en limiter les conséquences,
 - 2.11.4. occasionnés aux élus et délégués spéciaux au cours de leurs fonctions.
- 2.12. le contrat comprend notamment :
 - 2.12.1. la garantie du recours des agents contre la Collectivité en cas de faute intentionnelle d'un autre agent,

- 2.12.2. la garantie du recours des agents contre la Collectivité en cas de faute inexcusable, avec extension de garantie aux cotisations supplémentaires prévues à l'article L 452-2 du Code de la sécurité Sociale,
 - 2.12.3. la garantie du recours de l'Etat en cas d'actes de violence,
 - 2.12.4. la garantie du fait des stagiaires de la formation professionnelle,
 - 2.12.5. la garantie des responsabilités provenant des compétences particulières ou transférées,
 - 2.12.6. la garantie de la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs de recettes telle que définie par le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008
 - 2.12.7. la garantie de l'assuré en tant que commettant, y compris lorsque celle-ci est engagée du fait de l'utilisation par ses agents ou les personnes dont il est responsable a l'occasion d'un déplacement pour les besoins du service avec leur véhicules personnels,
- 2.13. les activités garanties comprennent notamment, sans que cette liste puisse être considérée comme limitative, les activités en gestion directe, concession, du fait du transfert , délégation ou réservation de compétences, ou de façon cumulative avec l'état, d'autres collectivités publiques, des établissements publics ou des sociétés publiques ou privées, des associations :
- 2.13.1. les activités des services généraux (état civil, urbanisme,...),
 - 2.13.2. l'entretien de la voirie communale,
 - 2.13.3. le service et la gestion de l'eau et de l'assainissement, de l'action sanitaire et sociale et des cuisines et restauration collective et scolaire, y compris le portage de repas à domicile,
 - 2.13.4. la création et la gestion d'écoles,

3. GARANTIE COMPLEMENTAIRE

- 3.1. Le contrat comporte une garantie « individuelle accidents » au profit :
 - 3.1.1. des personnes participant aux activités sportives, culturelles et associatives organisées directement ou non par l'assuré,
 - 3.1.2. des bénévoles intervenant dans le cadre de ces activités,
- 3.2. montant des capitaux garantis :
 - 3.2.1. décès accidentel : 3 000 € (TROIS MILLE EUROS),
 - 3.2.2. infirmité permanente par accident (barème AT)
30 000 € (trente mille euros)
 - 3.2.3. frais médicaux a la suite d'accident (sous déduction des régimes de base et complémentaires dont bénéficie la victime)
3 000 € (trois mille euros)
 - 3.2.4. plein par évènement : 150 000 € (cent cinquante mille euros).

4. GESTION DES SINISTRES

- 4.1. L'assureur ou son représentant instruira l'ensemble des sinistres, quel que soit leur montant, y compris les sinistres dont le montant estimé est inférieur à la franchise éventuellement applicable.
- 4.2. Lorsque la responsabilité de la collectivité aura été reconnue, il réglera directement aux tiers le montant total des dommages, sans déduction de la franchise éventuellement applicable.
- 4.3. Il établira et adressera à la collectivité, selon une périodicité appropriée au nombre de sinistres, un bordereau récapitulatif des sinistres réglés pour lesquels il a fait l'avance des franchises applicables.
- 4.4. La collectivité s'engage à rembourser le montant des franchises ainsi avancées après contrôle et approbation du bordereau présenté.

5. DUREE

- 5.1. Les offres sont faites pour une durée ferme de 4 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2020, avec paiement annuel des primes, l'échéance principale étant fixée au 1^{er} janvier.
- 5.2. Le contrat ne comportera pas de clause de tacite reconduction.
- 5.3. Le souscripteur aura la possibilité de résilier le contrat :
 - 5.3.1. à chaque échéance, moyennant envoi aux assureurs d'une lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 3 mois,
 - 5.3.2. à toute date entre deux échéances pour non respect par les assureurs ou les intermédiaires d'assurances de leurs engagements contractuels respectifs, la date de résiliation étant fixée au plus tôt 2 mois après l'envoi aux assureurs ou intermédiaires d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'engagement non respecté provoquant la demande de résiliation.
- 5.4. Les assureurs auront la possibilité de résilier le contrat :
 - 5.4.1. au terme de la durée de l'engagement ferme et irrévocable, dans le seul cas où le rapport entre le montant total des primes échues et le montant total des sinistres effectivement payés par les assureurs et non susceptibles de recours serait supérieur à 150% (cent cinquante pour cent), moyennant envoi au souscripteur d'une lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 6 (six) mois, précisant les éléments chiffrés sur lesquels la décision de résilier a été prise,
 - 5.4.2. à toute date entre deux échéances, en cas de non paiement par le souscripteur des primes échues, la date de résiliation étant fixée au plus tôt 4 (quatre) mois après l'envoi au souscripteur d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant la(les) prime(s) concernée(s), la dite lettre de résiliation pour non paiement devant être obligatoirement précédée de 2 (deux) mois par une lettre de mise en demeure de paiement de la (des) prime(s) concernée(s), pour autant que celle(s)-ci correspondent aux dispositions contractuelles acceptées.
- 5.5. Toutes les autres clauses de reconduction ou de résiliation sont considérées comme nulles et non avenues.

6. MODE DE REVISION DES PRIMES

Pour tenir compte de la variation des éléments à assurer, il est convenu que :

- 6.1. Si la prime n'est pas forfaitaire, lorsqu'elle est calculée à raison d'un taux ttc sur un élément variable (budget, masse salariale brute, nombre d'habitants,...), il n'y aura pas modification du marché pour adaptation de la prime parallèlement à l'évolution de l'élément variable, quand bien même cette adaptation interviendrait entre la date de remise de l'offre et la date d'effet du contrat.
- 6.2. A chaque échéance annuelle, le souscripteur fournira à l'assureur le nouveau montant atteint par l'élément variable servant de base au calcul de la prime.
- 6.3. Il n'y aura pas de régularisation de la prime sur l'exercice écoulé.
- 6.4. Il n'y aura pas modification de la prime (hors jeu éventuel d'un indice figurant dans l'offre) si la variation de l'élément variable est inférieure à 10% (en plus ou en moins) ; Dans le cas contraire, la nouvelle prime annuelle serait appelée sur les nouvelles bases.

6	CAPITAUX RC GENERALE			FRANCHISES PAR SINISTRE	
(montants indexés sur l'indice figurant sur l'acte d'engagement)					
	NATURE DES DOMMAGES	MONTANTS		OFFRE	VARIANTE
61	LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITES	10 000 000 €	par sinistre		
62	DOMMAGES CORPORELS	10 000 000 €	par sinistre	néant	néant
63	DOMMAGES MATERIELS ET IMMATERIELS CONSECUTIFS	10 000 000 €	par sinistre	Néant	150 €
64	DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS	1 000 000 €	par sinistre et par année d'assurance	750 €	1 500 €
65	DOMMAGES A L'ENVIRONNEMENT	2 000 000 €	par sinistre et par année d'assurance	1 500 €	3 000 €
66	DOMMAGES AUX OBJETS CONFIES	200 000 €	par sinistre	750 €	1 500 €
67	DEFENSE RECOURS	50 000 €	par sinistre	néant	néant

VILLE DE LAMPAUL-GUIMILIAU

ELEMENTS TECHNIQUES

LOT 2 – RESPONSABILITE CIVILE

Masse salariale hors charges

482 000 €

Nombre agents permanents tous statuts confondus

20 agents

Nombre élus

19 élus

Informations complémentaires

- Statistiques
- CCAS = Budget de fonctionnement : 26 316 €
- Franchises en cours : Néant

Toute autre question sur ce lot doit être posée par écrit au Cabinet Consultassur :

Courriel : consultassur@yahoo.fr

Télécopie : 02 97 40 61 85

QUESTIONNAIRE CONTENTIEUX URBANISME ET RESPONSABILITE CIVILE

Commune de LAMPAU-GUIMILIAU

1 -. Combien de contentieux sont en cours et qui impliquent directement ou indirectement la collectivité ?

2

- Descriptif sommaire des dossiers en cours

Le premier contentieux porte sur l'implantation d'un bâtiment public. Celle-ci n'a pas été faite correctement en limite de propriété par l'entreprise et le bâti empiète de 7 m² sur une propriété privée. Toutefois, une conciliation a eu lieu avec Groupama (Assureur des deux parties) et une solution amiable devrait être trouvée d'ici l'automne.

Le contentieux second porte sur une chute d'arbre sur voie SNCF ayant occasionné des dégâts sur les lignes (Préjudice de 13202 € pour la SNCF). L'affaire est actuellement en cours de traitement et le point d'interrogation porte sur l'origine de propriété de l'arbre ayant chuté. En effet, la commune possède un chemin d'exploitation en bordure de voie ferrée bordé par des talus marquant les limites des propriétés privées bordant ce chemin et surplombant la voie ferrée. La question est aujourd'hui de savoir qui avait la responsabilité de l'entretien de cet arbre (Commune ou propriétaire privé). Un géomètre a été mandaté pour établir la parcelle d'origine de l'arbre en cause.

2 - Comment se répartissent ces contentieux :

- Hors action en responsabilité : (nombre de contentieux)

Urbanisme :	/ _ / _ 1 /
Marchés publics :	/ _ / _ /
Domaine public/privé/travaux publics :	/ _ / _ /
Fonction publique	/ _ / _ /
Environnement	/ _ / _ /
Autre	/ _ / _ /

- Préciser la nature de ces contentieux :

.....

- Action en responsabilité = une somme d'argent est demandée à la Collectivité : (nombre de contentieux)

Urbanisme :	/ _ / _ /
Marchés publics :	/ _ / _ /
Domaine public/privé/travaux publics :	/ _ / _ /
Fonction publique	/ _ / _ /
Environnement	/ _ / _ 1 /
Autre	/ _ / _ /

- Préciser la nature de ces contentieux :

Dédommagement demandé par la SNCF

3 - Combien de contentieux ont été formés, impliquant la collectivité, au cours des trois dernières années (prendre compte l'année au cours de laquelle la collectivité a été informée de ces contentieux) ?:

2013 : /__/1__/
2014 : /__/1__/
2015 : /__/__/

4 – La collectivité dispose-t-elle d'au moins 1 agent en charge des affaires juridiques ?

☒ OUI NON

Si oui ; combien d'agents sont chargés des affaires juridiques ?

/__/_1_/_

Cet (ces) agent (s) est (sont) il (s) dédié (s) uniquement aux affaires juridiques ?

OUI ☒NON

Vous pouvez, le cas échéant, fournir quelques explications à ce sujet

.....
.....
.....
.....
.....

5 - Quelle est la date à laquelle le dernier document d'urbanisme de la collectivité a été approuvé ? PLU approuvé le 13 novembre 2004 et révisé 3 fois en 2007, 2009 et 2011.

Est-il en cours de révision ?

OUI ☒NON

6 - Ce document est-il contesté devant une juridiction administrative ?

OUI ☒NON

Si oui, laquelle ?

7 - Ce document a-t-il été annulé?

OUI

☒ NON

Si oui, un ancien document d'urbanisme est-il devenu applicable sur la commune ?

OUI

NON

Si oui, quelle est la date d'application de cet ancien document /_____/

Vous pouvez, le cas échéant, fournir quelques explications à ce sujet

.....

.....

.....

.....

8 - Combien d'autorisations d'urbanisme ont été accordées au cours des 3 dernières années par la collectivité et selon quelle répartition (tableau à compléter) ?

	2013	2014	2015
Certificats d'urbanisme	41	46	45
Permis de Construire	6	9	6
Déclarations préalables	24	24	20
Permis d'aménager	1	0	1
Permis de démolir	0	0	1

9 - Votre collectivité est-elle une commune « littorale »

OUI

☒ NON

10 - Quels sont les principaux projets/actions mené(e)s actuellement par la collectivité ou que la collectivité envisage de mener dans les années qui viennent (zone d'aménagement concerté, révision du PLU, inventaire des zones humides, construction d'un ouvrage important) ?

Le principal projet de la commune porte sur la réalisation d'un lotissement communal (Prévu au PLU et validé par le service instructeur.

Le second projet porte sur l'extension de l'ALSH communal de 150 m² environ.

Pas de projet structurant à cette heure (Priorité au désendettement), pas de volonté de modifier le PLU en vigueur dans l'attente de planification du PLUI.

Instruction courante effectuée par les services de la CC depuis le 1^{er} juillet 2016 (PC, DP et CUB) qui sont destinataires de l'ensemble des dossiers reçus en mairie.

11 - Avez-vous conclu une convention d'assistance juridique avec un cabinet d'avocat ?

OUI

☒ NON

Si oui, pour quelles missions ? La commune n'a toutefois pas conclu directement avec un cabinet mais elle bénéficiera d'un contrat global conclu par la communauté de communes avec le cabinet LGP de Brest.

12 Suivez-vous systématiquement les avis du service instructeur ?

☒ OUI

NON

QUESTIONNAIRE RC

I VOIRIE

Le Service est-il géré par la commune

☒ OUI

☐ NON

Longueur du réseau: 47787 mètres

Dans la négative, indiquer l'EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) auquel ce service a été transféré :

II - ABATTOIRS

☐ OUI

☒ NON

III - ÉTANGS - PLANS D'EAU (Sans ouvrages d'art tels que barrage ou digue)

☐ OUI

☒ NON

IV - CENTRES DE LOISIRS - CRECHE

☒ OUI

☐ NON

Capacité d'accueil 2015 Centre de loisirs : Nombre d'enfants accueillis : 239 (123 familles).
 Capacité d'accueil 2015 Centre de loisirs : Nombre de places :72.
 Capacité d'accueil 2015 Crèche – Mini Crèche : Nombre d'enfants accueillis :0.
 Capacité d'accueil 2015 Halte garderie : Nombre d'enfants accueillis :0.

V - RAMASSAGE SCOLAIRE

- Scolaire et/ou périscolaire

☐ OUI

☒ NON

Nombre d'enfant maximum transporté :

VI - TRAITEMENT DES DÉCHETS

- Destruction des ordures ménagères

: ☐ OUI

x NON

Budget d'investissement :

VII- DISTRIBUTION D'EAU, DE GAZ, D'ÉLECTRICITÉ

- Distribution de l'Eau

☐ OUI

x NON

- Station d'épuration / traitement des eaux usées

☐ OUI

☒ NON

Equivalent habitants :

Soumise à DECLARATION

☐ OUI

☐ NON

Soumise à AUTORISATION

☐ OUI

☐ NON

Nombre de stations d'affermage :

1

- Distribution gaz / électricité

☐ OUI

☒ NON

VIII - EMBARCATIONS TRANSPORTANT PLUS DE 10 PERSONNES

☐ OUI

☒ NON

Nombre d'embarcations

:

Nombre de personnes transportées

:

IX - SALLES DE SPECTACLES / MUSIQUE

☒ OUI

☐ NON

- Nombre de places

: 500

- Salle de MUSIQUE – Nombre d'enfants accueillis

:

X - INSTALLATIONS ET ÉTABLISSEMENTS SPORTIFS COMPORTANT DES GRADINS OU DES TRIBUNES

☒ OUI

☐ NON

Nombre de places fixes

: 250

Nombre de places démontables

0

XI - TERRAINS DE CAMPING OU DE CARAVANING

☐ OUI

x NON

Nombre d'emplacements

:

XII - LOCATIONS DIVERSES

☐ OUI ☒ NON

Nombre d'animaux

:

Nombre de bicyclettes

:

Nombre de pédalos, barques

:

Nombre de planches à voile

:

XII - PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

La commune dispose de panneaux photovoltaïques

☐ OUI

☒ NON

Sur quel bâtiment sont-ils installés :.....

Superficie :

Si oui, la valeur est égale ou supérieure à 200 000 €

☐ OUI

☒ NON

Indiquer le montant =

La commune dispose de panneaux photovoltaïques au SOL

☐ OUI

☒ NON

Si oui, la valeur est égale ou supérieure à 200 000 €

Indiquer le montant =

La commune a-t-elle un projet de panneaux photovoltaïques

☐ OUI

☒ NON

XIV - DIVERS

La commune dispose de sites soumis à autorisation préfectorale
(station d'épuration, de traitement des déchets, etc.....)

☐ OUI

☒ NON

La commune dispose de bâtiments « désaffectés » ou « squattés »

☒ OUI

☐ NON

La commune dispose de bâtiments « avec de l'amiante »

☐ OUI

☒ NON

Si oui, citer les bâtiments :Diagnostic en cours toutefois.....

INFO CLIENT

Situation au 30 juin 2016
Période du 01/01/2012 au 06/07/2016

Réf GRC : 11215283
Sociétaire : COMMUNE LAMPAUL GUIMILIAU
Entité commerciale : 31105 AGENCE LANDIVISIAU

11
SINISTRES

3 295 €
COÛT TOTAL

RELEVÉ DES SINISTRES



Exercice : 2015 (2 sinistres)

Référence sinistre du client	Identifiant sinistre	Identifiant contrat	Produit	Date de survenance	Date de déclaration	Immatriculation véhicule	Entité assurée	Sinistre corporel	Type de coût	Garantie	Libellé de la garantie	Règlements de dépense	Règlements de recours	Provisions de dépense	Provisions de recours	Coût total	Etat garantie
T2	2015671093	3001	MR COLLECTIVITE - VILLASSUR	06/07/15	13/07/15		COLLECTIVITE TERRITORIALE	NON	COUT MOYEN	61007	PROF/ACCIDENT	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Clos
T2	2015653729	3001	MR COLLECTIVITE - VILLASSUR	04/06/15	15/06/15		COLLECTIVITE TERRITORIALE	NON	COUT MOYEN	61000	PROF/EVT DOMMAGEABLE AUTRE QU'ACCIDENT	611,81 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	611,81 €	Clos
TOTAL EXERCICE 2015 :												611,81 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	611,81 €	



Exercice : 2014 (3 sinistres)

Référence sinistre du client	Identifiant sinistre	Identifiant contrat	Produit	Date de survenance	Date de déclaration	Immatriculation véhicule	Entité assurée	Sinistre corporel	Type de coût	Garantie	Libellé de la garantie	Règlements de dépense	Règlements de recours	Provisions de dépense	Provisions de recours	Coût total	Etat garantie
FOB : 14D797367	2014797367	3001	MR COLLECTIVITE - VILLASSUR	01/12/14	01/12/14		BATIMENT COMMUNAL	NON	COUT REEL	31200	PROF/DEGAT EAUX/BATIMENT	129,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	129,00 €	Clos
FOB : 14D764089	2014764089	3001	MR COLLECTIVITE - VILLASSUR	18/07/14	28/07/14		BATIMENT COMMUNAL	NON	COUT REEL	31400	PROF/VOL/BATIMENT/ MOBILIER-MATERIEL	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Clos
FOB : 14D740927	2014740927	3001	MR COLLECTIVITE - VILLASSUR	14/02/14	06/05/14		COLLECTIVITE TERRITORIALE	NON	COUT REEL	73021	P.J. / DEFENSE PENALE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Clos
TOTAL EXERCICE 2014 :												129,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	129,00 €	



Exercice : 2013 (3 sinistres)

Référence sinistre du client	Identifiant sinistre	Identifiant contrat	Produit	Date de survenance	Date de déclaration	Immatriculation véhicule	Entité assurée	Sinistre corporel	Type de coût	Garantie	Libellé de la garantie	Règlements de dépense	Règlements de recours	Provisions de dépense	Provisions de recours	Coût total	Etat garantie
FOB : 13D809250	2013809250	3001	MR COLLECTIVITE - VILLASSUR	24/12/13	21/01/14		COLLECTIVITE TERRITORIALE	NON	COUT REEL	73021	P.J. / DEFENSE PENALE	169,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	169,00 €	Clos
FOB : 13D765122	2013765122	3001	MR COLLECTIVITE - VILLASSUR	04/09/13	04/09/13		COLLECTIVITE TERRITORIALE	NON	COUT REEL	61007	PROF/ ACCIDENT	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Clos
FOB : 13D766208	2013766208	3001	MR COLLECTIVITE - VILLASSUR	31/07/13	09/09/13		BATIMENT COMMUNAL	NON	COUT REEL	31300	PROF/BRIS VITRAGE/	346,67 €	346,67 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Clos
TOTAL EXERCICE 2013 :												515,67 €	346,67 €	0,00 €	0,00 €	169,00 €	



Exercice : 2012 (3 sinistres)

Référence sinistre du client	Identifiant sinistre	Identifiant contrat	Produit	Date de survenance	Date de déclaration	Immatriculation véhicule	Entité assurée	Sinistre corporel	Type de coût	Garantie	Libellé de la garantie	Règlements de dépense	Règlements de recours	Provisions de dépense	Provisions de recours	Coût total	Etat garantie
FOB : 12D787404	2012787404	3000	CONTRATS RESILIES ENTR	22/11/12	13/12/12		TRAVAILLEUR INDEPENDANT	NON	COUT REEL	61004	PROF/ACTIVITE SPECIFIQUE	314,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	314,00 €	Clos
FOB : 12D732494	2012732494	0101	CONTRATS RESILIES ENTR	07/05/12	21/05/12		BATIMENT COMMUNAL	NON	COUT REEL	31000	PROF/INC/ BATIMENT	159,07 €	159,07 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Clos
FOB : 12D705727	2012705727	0100	DOMMAGES OUVRAGE	31/01/12	31/01/12		OPERATION DE CONSTRUCTION	NON	COUT REEL	81000	DOMM/D.O. DECENNALE	6 305,72 €	4 234,81 €	0,00 €	0,00 €	2 070,91 €	Clos
TOTAL EXERCICE 2012 :												6 778,79 €	4 393,88 €	0,00 €	0,00 €	2 384,91 €	